



FRANÇAIS - Déclaration conjointe #RenewIESOGI

Les organisations de la société civile appellent le Conseil des droits de l'Homme à renouveler le mandat de l'expert indépendant contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre lors de sa 59ème session.

Dans toutes les régions du monde, la violence et la discrimination généralisées, graves et systématiques fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre persistent.

Il s'agit notamment de meurtres et d'exécutions extrajudiciaires, de criminalisation, de stigmatisation, de discours de haine, de déni de l'identité sexuelle autodéfinie, de campagnes de désinformation, de répression des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, de religion ou de croyance, d'attaques et de restrictions à l'encontre des défenseurs des droits humains et de discrimination dans tous les domaines de la vie, notamment en matière d'emploi, de soins de santé, de logement, d'éducation et de traditions culturelles.

En 2016, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a pris des mesures définitives pour s'attaquer systématiquement à ces abus, en créant un poste d'expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG).

Depuis lors, les titulaires du mandat ont **largement documenté la discrimination et la violence** fondées sur l'OSIG ; ils ont également envoyé plus de **171 communications** faisant état d'allégations de violations et ont effectué **10 visites dans des pays**.

Le mandat a permis de saluer les progrès et d'identifier les meilleures pratiques dans toutes les régions, tout en **engageant un dialogue constructif** et en soutenant les États dans la mise en œuvre des normes internationales en matière de droits humains, ainsi qu'en collaborant avec les mécanismes des Nations unies.

En 2022, le renouvellement de ce mandat a été soutenu par plus de 56 États de toutes les régions du monde et par 1'256 organisations non gouvernementales de 149 États et territoires. Ce soutien croissant témoigne de l'importance cruciale de ce mandat et de son travail pour les personnes d'orientations sexuelles et/ou d'identités de genre diverses, et pour les personnes qui défendent leurs droits, tant dans les forums internationaux sur les droits de humains qu'au niveau local.

Malgré ces avancées, plus de **64 pays criminalisent** encore les actes sexuels consensuels entre personnes du même sexe et plus de 10 pays criminalisent les diverses expressions et identités de genre. En outre, au moins **5'000 personnes transgenres auraient été assassinées entre 2008 et 2024**. Cela se déroule dans un contexte de montée en puissance d'un mouvement mondial de lutte contre le sexisme qui instrumentalise les communautés et les questions transgenre, de la diversité des genres, des LGBTQI au sens large et du féminisme. Ce mouvement diffuse de la désinformation et déforme des concepts tels que le genre et les droits humains pour faire avancer des programmes plus larges visant à gagner du pouvoir et à réinstaurer des systèmes politiques antidémocratiques.

La décision des membres du Conseil de renouveler ce mandat enverrait un message clair : la **violence et la discrimination à l'encontre des personnes d'orientations sexuelles et/ou d'identités de genre diverses ne peuvent être tolérées**. Elle réaffirmerait qu'une attention spécifique, soutenue et systématique reste cruciale pour lutter contre ces violations des droits humains et garantir que les personnes LGBT sont effectivement libres et égales en dignité et en droits.

Nous, les XXX ONG de XXX États et territoires du monde entier, demandons instamment à ce Conseil de veiller à ce que nous continuions à construire un monde où chacun peut vivre à l'abri de la violence et de la discrimination.

Pour permettre à ce travail important et inachevé de se poursuivre, nous vous demandons instamment de renouveler le mandat de l'expert indépendant sur la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.